

LES FEMMES RESTENT EN COLÈRE !

Claudine LIENARD

Impressions féministes d'une journée de colloque complétée par la visite d'une exposition illustrant la grève des femmes de la Fabrique nationale de Herstal en 1966.

De l'art d'être déléguée en temps de lutte

Jeudi 24 mars 2016. Les participant-e-s au Colloque *Les ouvrières de la FN changent l'histoire 1966-2016* regagnent leurs sièges après une matinée inaugurale de mises au point historique et politique. La parole est aux témoins. A près de 85 ans, Annie Massay, permanente syndicale FGTB-SETCa au moment de cette grande grève des ouvrières de la FN, monte à nouveau au front d'une manière claire, incisive, pour expliquer encore et toujours pourquoi encadrer une grève, c'est important. Transformer le mécontentement en actions et penser les actions sur la durée n'est pas évident. Elle rappelle l'intérêt d'avoir à ce moment une Commission des femmes à la FGTB avec des animatrices comme Émilienne Brunfaut et Irène Petry qui « savaient ce que c'était une femme autrement que dans un lit ». En l'écoutant, pointe l'impression que la partie qu'Annie a jouée lorsque les « femmes-machines » de la Fabrique nationale de Herstal ont débrayé, elle l'a menée avec la force de ses convictions syndicales, mais aussi portée par l'énergie communicative de ces centaines de femmes courageuses et unies par les conditions injustes imposées par les patrons. Par ses discours aussi vibrants que raisonnables, elle a représenté, outre un soutien précieux pour ces ouvrières, un bon atout pour l'organisation syndicale soucieuse de garder le contact sinon la main avec ces travailleuses en colère sorties, sans leur impulsion, de leurs ateliers crasseux et bruyants pour obtenir une augmentation salariale mais surtout de l'écoute, du respect et une considération égale à celle dont jouissaient leurs collègues masculins.

Nous sommes réuni-e-s dans la grande salle de la Cité Miroir de Liège, cette piscine restaurée magnifiquement et devenue le lieu d'une mémoire active et vivante des luttes collectives dont le bassin liégeois fut le ferment et le porteur. Nous écoutons cette témoin-clé qui remet à l'heure de son humour et de ses souvenirs confondus les analyses historiques et sociologiques des intervenant-e-s assis-e-s à ses côtés. Dans l'émotion des attentats meurtriers qui ont secoué deux jours plus tôt la capitale belge¹, les exposés – précédés d'un instant de recueillement – prennent un relief particulier. L'urgente nécessité d'alimenter la mémoire, de se ressourcer à ces vécus anciens, de garder vivante la flamme de ces aspirations collectives si évidentes aujourd'hui, si folles hier, saute au cœur des participant-e-s.

De l'intérêt de l'analyse féministe du chemin vers l'égalité

Référence incontournable, l'historienne féministe Marie-Thérèse Coenen – dont l'ouvrage « La grève des femmes de la FN en 1966. Une première en Europe » a été réédité dans la collection

Les carnets du CARHOP à l'occasion du colloque – a déjà, la veille, offert à un public attentif réuni à Jupille par l'animatrice socioculturelle Murielle Frenay, une mise en perspective féministe de ce conflit ouvrier² désormais inscrit officiellement dans l'histoire des luttes sociales belges. Reportons-nous à l'époque. Nous sommes dix ans après la publication du Traité de Rome qui, dans son article 119, engage l'Europe à une égalité de salaire entre les femmes et les hommes pour un travail de même niveau. Fort bien. Mais la tradition de moins rémunérer les femmes imprègne tout le dispositif de l'État providence mis au point au sortir de la guerre 1940-1945. Le modèle « femme au foyer et mari pourvoyeur », s'il correspond peu à la réalité sociale d'une majorité de la population, est imprimé dans les esprits et conforte les inégalités. À la Fabrique nationale, celles-ci concernent non seulement les salaires mais aussi les possibilités de formation et d'étude. Résultat : pas de femmes cadres et une classification de fonctions qui différencie les barèmes à leur détriment. Pourtant, la sidérurgie se porte bien et les salaires y sont particulièrement élevés. Le combat des femmes pour l'égalité en sera plus difficile. Elles devront ouvrir de nouvelles relations de travail avec leurs collègues masculins et ce n'est qu'en 1974, au terme d'une nouvelle grève que la révision de la classification sera obtenue ainsi que des mesures d'hygiène (toilettes, réfectoires...) et surtout l'accès à l'école de la FN.

L'égalité entre femmes et hommes résonne différemment selon les époques et les milieux y compris dans les luttes – plurielles – du mouvement féministe. En France, Simone de Beauvoir, Élisabeth Badinter ensuite, l'inscrivent dans une perspective universaliste des droits humains. La conception marxiste de cette aspiration invite, elle, à croiser les luttes féministes avec les luttes des classes. Le projet d'égalité entre hommes et femmes se fonde dans la lutte plus globale contre le patriarcat. Un pas d'analyse qui coince au sein des syndicats à l'époque – et encore aujourd'hui – marqués par une référence culturelle masculine. Que l'on pense au malaise et à la colère exprimés par des femmes montées en groupes à Bruxelles pour les manifestations nationales en novembre 2014 et en mai 2016³ conspuées, agressées à coups de pétards par des travailleurs à la virilité moqueuse et renforcée par des ravitaillements syndicaux de bacs de bières. La lutte des femmes reste d'une lecture syndicale ardue. Dans les mouvements de défense des travailleurs, l'approche essentialiste, voire maternaliste (la maternité réservée aux femmes justifiant des mesures inégalitaires), des différences entre hommes et femmes prévaut. L'égalité reste marquée d'une conception de complémentarité. Les forces syndicales, surtout liées au pilier confessionnel catholique, privilégient les combats pour des mesures spécifiques aux femmes aux luttes pour l'égalité.

Pour sortir les femmes de cette poursuite sans fin des avantages acquis par les hommes, qui les réduit à prouver sans cesse leur

égale nature humaine, les féministes établissent l'antériorité de l'ordre patriarcal sur l'ordre sexué et le déclarent « ennemi n°1 ». Regroupées, développant analyses et pensées dans un « entre soi » fécond, elles dénoncent l'oppression sexuelle des femmes, ses formes multiples et universelles. Actuellement, cet « entre soi » nécessaire à toute lutte sociale, est refusé, dénigré, découragé pour les femmes. Plus fondamentalement, les étiquettes sexuées sont refusées. L'exacerbation du rapport de chaque individu à son rôle sexué risque de noyer les inégalités de sexe dans une envie farouche de suppression des divisions sexuées pourtant toujours bien à l'œuvre dans l'éducation, l'organisation sociale y compris le monde du travail. Ainsi, les inégalités salariales, qui ont fondé la lutte des femmes de la FN, sont toujours criantes cinquante ans plus tard !

Dans les années soixante, la différenciation profonde du travail selon le sexe constitue toujours un des fondements de l'organisation sociale. Combattre cette « valeur » du travail féminin – qui les cantonne à du travail temporaire et à un salaire considéré comme « d'appoint » – représente une tâche immense pour les femmes et leurs mouvements. Trop peu présentes sur le plan politique, elles trouvent peu d'échos auprès des organisations syndicales qui combattent trop mollement toutes les mesures qui les poussent majoritairement – mais qui s'en émeut ? – aux contrats précaires, à la flexibilité et aux horaires partiels. Il faut des lois plus précises et complètes qu'un article dans un traité fût-il européen. Des juristes féministes telles qu'Éliane Vogel-Polsky, en Belgique, ou Gisèle Halimi, en France, vont s'appuyer sur les injustices dénoncées par les femmes pour mener ce combat. La grève des femmes de la FN va ainsi ouvrir l'énorme chantier de l'encadrement juridique de l'égalité. La lutte pour des barèmes neutres du point de vue du genre est engagée.

Elle est loin d'être finie et si les syndicats ont, en 1966, découvert véritablement le pouvoir de mobilisation des femmes avec cet arrêt de travail mené par trois mille femmes pendant douze semaines, force est de constater qu'ils ont ensuite été plutôt enclins à l'oubli ou à l'utilisation pour des causes plus globales, entendez plus masculines. Aujourd'hui, avec un arsenal législatif relatif à l'égalité renforcé, avec une opinion publique et une Constitution belge qui ont intégré le principe de l'égalité entre hommes et femmes, ces dernières restent pénalisées dans l'emploi – carrières, postes, rémunérations, ... jusqu'à l'attribution des voitures de société qui encombrant nos routes et notre atmosphère – et, parfois, peinent à assurer leur autonomie économique.

La démonstration amère de Marie-Thérèse Coenen saute aux yeux : les droits pour l'égalité, ça ne suffit pas ! Pour les femmes grévistes, de 1966 ou d'autres temps, l'approche de l'égalité par des négociations salariales toujours difficiles n'est pas assez révolutionnaire.

Les avancées légales, précieuses et indispensables, demeurent difficiles à concrétiser dans la vie quotidienne. Changer les mentalités reste nécessaire pour éviter que la discrimination perdure via des mécanismes décisionnels. Ou que des avancées – comme la neutralité du calcul des allocations de chômage difficilement obtenue et ensuite pervertie par l'invention de la notion de « co-habitant » – se transforment en nouvelles discriminations.

À la fin de sa vie, la juriste européenne Éliane Vogel-Polsky le constatera elle-même avec amertume : « L'expérience, la pratique du Barreau et enfin la découverte du milieu du travail, des condi-

tions de travail des femmes salariées en 1960, la fréquentation des commissions féminines des syndicats, de leur réelle impuissance et de leur ghettoïsation au sein de l'organisation, me firent prendre conscience des pièges du droit contemporain à l'égard des femmes »⁴. Et ses biographes Éliane Gubin et Catherine Jacques ajoutent : « Ces pièges, qu'elle souligne à de nombreuses reprises, sont principalement la spécificité de la règle appliquée aux seules femmes (souvent sous forme de "protection") et la neutralité d'une norme, qui se révèle défavorable aux femmes, en raison de son interprétation lors de sa mise en œuvre »⁵.

Pour Marie-Thérèse Coenen, foin de l'évolution, il faut parler de révolution. Le mouvement des femmes a ce potentiel et peut se battre pour l'égalité. Les femmes l'ont prouvé à maintes reprises. La grève de 1966, qui s'inscrit à la fois dans les luttes ouvrières et féministes, a davantage fait avancer la cause des femmes que la production de livres féministes. Elle a changé l'opinion, suscité d'autres luttes dans d'autres usines, dynamisé les combats pour l'accès à l'interruption volontaire de grossesse et contre les violences. Mais l'objectif d'égalité salariale reste à atteindre.

De l'importance de regarder avec le cœur, et avec la tête

Dans les locaux de la Cité Miroir, le public du colloque *Les ouvrières de la FN changent l'histoire* quitte la grande salle pour rejoindre les bâtiments de la Fabrique nationale où se tient l'exposition *Femmes en colère* réalisée par les sections syndicales de la CSC et de la FGTB Liège-Huy-Waremme. Dans l'autobus qui les emmène, les échanges vont bon train. Les historien-ne-s présentent des projets s'esquissent pour valoriser mieux cette histoire ouvrière qui fonde pour beaucoup l'identité culturelle wallonne. Soudain se déploie le chant des grévistes, paroles détournées de la célèbre chanson d'Henri Salvador *Le travail, c'est la santé* – et honte à lui d'avoir porté plainte pour plagiat ! L'émotion flotte dans l'air et se condense à l'entrée des halls impressionnants qui se dressent devant les visiteurs. L'usine est immense. Le site du Pré Madame qu'elle occupe compte 4,8 hectares, près d'un cinquième de la commune de Herstal dans laquelle s'insèrent étroitement les longs hangars bordés au plus près par les quartiers où toute l'activité devait tourner à l'heure ouvrière. Cette « ville dans la ville », où s'affairaient dans les années soixante 13000 travailleurs – dont 3550 femmes –, s'est fait connaître mondialement pour sa production d'armes démarrée tout à la fin du 19^e siècle. On connaît moins sa production de vélos, de motos et d'avions. Le site s'est vidé peu à peu et au printemps 2016, les quelques centaines de travailleurs et travailleuses qui y restent actifs sont reparti-e-s en grève pour interpellier les responsables de la Région wallonne et de Browning qu'ils soupçonnaient d'une probable délocalisation de leurs activités.

Une voiture deux-chevaux citroën et une moto de la FN plantent illico le décor des *golden sixties*. L'impression se renforce en passant les cloisons de carton d'archives qui délimitent les différents chapitres de l'exposition et où se niche notamment un salon d'époque reconstitué. Les plus de soixante ans retrouvent l'atmosphère de leurs dix ans, radio et meubles – *vintage* aujourd'hui – aidant. Publicités stéréotypées, citations et immenses photos des femmes penchées sur leur machine reconstituent un contexte social où « vivre » et « travailler » résumaient le quotidien des familles dans

ces années où le travail était abondant sinon facile. L'usine est le fleuron de la ville. Mais il reste un os inégalitaire dans cette prospérité : à l'embauche, les hommes sont notés 41 francs pour une heure de travail alors que, sur le document affiché, la ligne des femmes indique 36,60 francs. L'article 119 du Traité de Rome, tout frais, stipule pourtant l'égalité salariale voulue par l'Europe. Ce n'est pas tout. Outre que l'usine a mauvaise réputation pour les femmes – on parle de « bordel de Herstal » –, elles y sont occupées dans des conditions d'étroite surveillance et de subordination qui engendrent stress et mal-être. Aux hommes qui les dirigent, la galerie en hauteur d'où ils surveillent leur constance. Aux femmes, en bas, la crasse, l'huile des machines qui les souillent, le bruit incessant, les exigences de précision et d'attention qui font office de formation. D'anciennes machines, installées sur le parcours, ponctuent les photos qui font revivre le quotidien de l'usine.

Et voici la grève, ce mouvement irrésistible des femmes qui sortent en cortège dans la ville. L'ambiance est bon enfant, pas de chevaux de frise mais des chansons et les familles qui accompagnent. Les invectives des ouvrières montrent leur ras-le-bol sur le mode ironique : « Tap d'ju, tap d'ju, on z'a assez rigolé d'nos autes ! ». Une ligne du temps donne le tempo de cette action qui va s'installer dans la durée, malgré les difficultés et les résistances. Une première grande assemblée a lieu le 17 février 1966. Ses échos sonores redonnent voix à « la vieille Germaine », qui harangue ses collègues, forte de la résolution de la section communiste de la FN qui soutient le débrayage. Les documents, les articles, les témoignages disent la détermination de ces femmes qui s'organisent avec, bientôt, le soutien des syndicats. Mais c'est aussi des citoyennes et des citoyens qui manifestent leur solidarité. Pour preuve, les listes de dons destinés aux grévistes où sont cités, dans la liste des donateurs, des groupes et mouvements de femmes. Plus loin, cette fameuse « marche sur Liège » du 25 avril met effectivement dans la rue les mouvements féminins : Femmes prévoyantes socialistes, Liges féminines ouvrières chrétiennes, Femmes pour la paix, liées au Parti communiste belge. En témoignent les calicots et banderoles qui barrent les murs : pour l'égalité, pour la lutte des femmes. Car le mouvement fait boule de neige, initie d'autres luttes dans d'autres usines. Il ne laisse personne indifférent-e : ni toutes celles et ceux qui envoient les nombreux télégrammes de soutien, ni les « rouspéteurs » qui accusent les ouvrières en lutte de causer le chômage de nombreux papas ! Les grévistes n'obtiendront pas l'égalité mais des améliorations notables de leurs conditions de travail. Elles peuvent rentrer la tête haute à l'usine, reprendre leur dur métier. 85% de votes favorables à la reprise ce 6 mai 1966. Plus jamais, les choses ne seront les mêmes dans l'usine et en dehors : les femmes ont montré la force de leur détermination solidaire. Les dirigeants et les syndicats ne l'oublieront pas.

Il reste ce chantier de l'égalité au travail bien loin encore d'être abouti. L'exposition rappelle, pour terminer, la situation actuelle : l'écart salarial reste important, le « plafond de verre » – sous lequel les visiteurs sont invités symboliquement à passer – freine toujours l'accession des femmes aux postes importants, les préjugés et les stéréotypes sexistes cloisonnent les postes, les métiers, et les carrières.

des femmes devant le Palais de Justice de Bruxelles et le slogan « Femmes de tous les pays, unissez-vous ! ». Stimulant, mais un peu court, cet envoi final d'une exposition par ailleurs très documentée sur le contexte et les actions, laisse un goût de trop peu. Trop peu de liens exposés entre les luttes des femmes ouvrières et les actions, les analyses, les positions des mouvements féministes. Comme si les mouvements syndicaux, qui se partagent ce parcours historique – magistral et impressionnant – d'une manière trop équitable pour être tout à fait complète, souhaitaient laisser l'impression que les luttes des travailleuses s'intègrent d'abord dans le combat syndical. Pourtant, il faudrait bien ajouter que ce qui « coince » dans cette lutte sans fin pour l'égalité salariale – par exemple – déborde largement du seul contexte de l'entreprise ou du service public. Et qui d'autre que le mouvement féministe garde le doigt fixé sur le lien entre répartition sexuée des tâches et des rôles et, justement, différences de salaires, de pensions, d'avantages « en nature » ? Qui d'autre exige systématiquement davantage de lieux et de services pour l'accueil des jeunes enfants, des malades, des personnes âgées ? Qui d'autre s'indigne de voir les femmes occuper majoritairement emplois partiels, précaires, flexibilisés à outrance et sous-payés ? En 1967, nous dit un panneau de l'exposition, un cinquième de travailleuses sont syndiquées et un dixième de femmes sont déléguées syndicales. Et maintenant ? Les trois grandes familles syndicales belges ont signé en 2004 une Charte pour l'Égalité des femmes et hommes dans les syndicats qui reste encore à mieux concrétiser. C'est en construisant des ponts solides et constants entre luttes féministes et ouvrières que les travailleuses – les étudiantes, les chômeuses, les pensionnées – pourront construire et faire entendre réellement leurs analyses, leurs revendications et leurs propositions. Cette lutte historique nous le rappelle haut et fort. Nous aurions aimé que cette belle et forte exposition en fasse autant.

Claudine Lienard,
Militante féministe et écologiste

- 1 Le 22 mars 2016, des explosions dans le hall de l'aéroport de Zaventem et dans la station Maelbeek du métro bruxellois causent la mort de 32 personnes et en blessent 340 autres.
- 2 Conférence *L'égalité entre les femmes et les hommes, une utopie mobilisatrice ?* donnée par Marie-Thérèse COENEN le 23 mars 2016 à Jupille dans le cadre de la thématique « Les femmes savent pourquoi » développée par le Centre culturel de Jupille.
- 3 CHINIKAR, Roxane, *Construire un mouvement social inclusif*, Belgique, Le Vif.be, 4 juin 2016.
- 4 VOGEL-POLSKY, Éliane, « Comment la femme s'intègre-t-elle dans la norme de droit ? », Cours donné à l'Université des Femmes le 29 septembre 2006.
- 5 GUBIN, Éliane et JACQUES, Catherine, *Éliane Vogel-Polsky une femme de conviction*, Bruxelles, IEFH et CARHIF, 2007, p. 144.

De la nécessité d'écouter ses colères

Les luttes des femmes ne sont pas terminées comme le rappellent les reportages d'actions de la Marche mondiale des Femmes, les photos des militantes de Vie féminine rassemblées pour les droits